

Publié le 23 juin 2017

Une marche triomphale... avec quelques bémols

«Les administrateurs de l'Assemblée nationale sont soulagés. Aucune salle ne pouvait accueillir plus de 400 députés, nombre qui était promis au futur groupe LREM par les sondages depuis une semaine. On peut imaginer qu'Emmanuel Macron ressent aussi un soulagement. Un tel groupe pléthorique aurait généré un joyeux 'foutoir', terme prêté au président lui-même», écrit un éditorialiste de [Causeur](#) au lendemain du second tour des élections législatives françaises. Si l'intendance de l'Assemblée nationale s'y retrouve suite aux résultats définitifs, en va-t-il de même pour le paysage politique français ?

Un début de marche arrière ?

Devant la déferlante LREM annoncée au premier tour, les Français semblent avoir voulu faire un début de marche arrière... Les principaux journaux français notent en effet que si la vague annoncée a bien rempli l'Assemblée, offrant au nouveau président une large majorité, le coefficient de la marée a cependant été moins fort que prévu... «Majorité sans raz-de-marée», titrent les [Dernières Nouvelles d'Alsace](#), «Une dernière vague sans passion», estime [Le Parisien-Aujourd'hui en France](#). Pour [Le Figaro](#) : «Les électeurs, sensibles sans doute aux appels au 'rééquilibrage' lancés par tous les adversaires d'En marche !, ont assez nettement corrigé le tir : au regard des projections réalisées au lendemain du 11 juin, les résultats ont de quoi quelque peu décevoir les responsables du parti d'Emmanuel Macron !»

«L'opposition, ou en tout cas ceux qui ne se présentaient pas sous l'étiquette de la majorité présidentielle, relève un peu la tête», note [La Croix](#). Les Républicains et leurs alliés (environ 125 sièges) représenteront la première force d'opposition. Viennent ensuite les socialistes et leurs alliés (46 sièges), la France insoumise et les communistes (26 sièges ensemble) et enfin le Front National (8 sièges). Il faut y ajouter une dizaine d'élus divers. Mais «les oppositions aussi doivent se reconstruire», remarque [Le Figaro](#) qui commente : «Partout des débats à la fois idéologiques et stratégiques sont annoncés. Ils seront houleux et conduiront peut-être, au PS et chez LR, à des scissions. Tous ces partis renvoyés dans l'opposition sont confrontés à la question de l'attitude à avoir envers le président de la République et son gouvernement. Mais au-delà de ces débats de fond, l'émergence d'En marche ! leur impose à eux aussi une réflexion sur la nature, le rôle et l'organisation d'un parti politique. Dans ce nouveau paysage éclaté, c'est une sorte de défi commun.»

L'abstention, en hausse par rapport au premier tour, est également pointée du doigt. [L'Humanité](#) le fait crûment, avec un titre choc à la une, «Carton plein et urnes vides pour Macron», titre qu'il commente en parlant d'un «triste épilogue» d'une campagne pleine d'espoirs. [La Croix](#) est plus sobre, qui met en exergue une «majorité large pour Emmanuel Macron et (une) abstention record au

second tour». Son éditorialiste parle d'un «triomphe en trompe-l'œil» et rappelle que «jamais, sous la V^e République, l'Assemblée nationale n'avait été aussi mal élue avec moins d'un électeur sur deux se rendant aux urnes». «Seule l'abstention record vient ternir une victoire qu'aucun commentateur n'a anticipée en début de campagne», écrit de son côté [Libération](#). D'où cette remarque de [L'Alsace](#) : «Le nouveau record d'abstention d'hier (dimanche) et le sursaut du mouvement *Les Républicains* sonnent cependant comme un avertissement. Il n'y a pas de blanc-seing accordé par les Français au nouveau président.»

Quoi de vraiment neuf ?

«Le changement attendu est arrivé», estime [La Croix](#), sensible à la composition sociologique de la nouvelle assemblée : «430 députés sur 577 (75 %) ne siégeaient pas dans l'assemblée sortante. Il y a cinq ans, ils n'étaient que 230 dans ce cas (40 %).» Le journal l'explique par l'émergence d'une nouvelle force politique, les 347 députés investis par *La République* en marche étant à 93 % de nouveaux venus, par l'entrée en vigueur de l'interdiction du cumul des mandats, qui a amené des dizaines de députés à préférer leur fonction locale, et par le renforcement des pénalités financières pour non-respect de la parité amenant à remplacer certains candidats par des candidates. Le même journal observe qu'il y a plus de femmes et plus de jeunes qu'en 2012. «L'assemblée change de visage, au point que vous pourriez ne plus la reconnaître», s'enthousiasme [L'Obs](#). «Ces patrons-députés qui veulent tout dépoussiérer réussiront-ils à briser les codes de l'Assemblée nationale ?» s'interroge [L'Opinion](#).

Pour [Le Figaro](#), il s'agit surtout d'une profonde mutation politique : «La gauche, la droite, les extrêmes : tous les monuments qui balisaient depuis des lustres notre paysage politique ont été sinon submergés (les 'insoumis' s'affirment, les Républicains résistent mieux qu'annoncé), du moins profondément ébranlés. Sur les décombres de ce 'monde ancien', une génération politique profondément renouvelée prend les rênes du pouvoir législatif comme elle a pris hier celles du gouvernement. Dans l'histoire de nos institutions, c'est une révolution qui, depuis 1958, n'a pas de précédent.»

Si cette nouvelle Assemblée nationale «offre le visage rafraîchissant d'une chambre aérée», «la nouveauté n'est pas synonyme de nouveau», prévient le quotidien [Libération](#), qui note que de nouveaux députés très bien rodés à la politique font aussi leur première rentrée, comme Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon – en qui l'on peut voir de futurs ténors d'une opposition qui se cherche –, tandis que le parti Les Républicains et le PS comptent respectivement 56 % et 79 % de députés réélus.

Et maintenant ?

[Libération](#) affirme que «venu de nulle part, Macron est désormais partout». Devant ce constat, [Le Figaro](#) choisit de se tourner vers l'avenir en mettant le président devant les responsabilités qui découlent d'une situation inédite : à «majorité absolue, responsabilité absolue», titre son directeur de la rédaction, qui poursuit : «L'expression 'pleins pouvoirs', reprise à l'envi ces derniers jours, n'est pas un vain mot. Emmanuel Macron, qui, en 2015, constatait le vide laissé dans l'imaginaire collectif par l'absence de la figure du roi, dispose depuis dimanche soir de pouvoirs quasi

monarchiques. En théorie, rien ne le bride, rien ne le contraint. Cette liberté d’agir est une chance formidable [...], mais elle fait aussi peser sur lui la plus terrible des obligations.»

Une situation que [L’Humanité](#) analyse négativement : «Cette séquence électorale inédite [...]s’est soldée hier sur un double échec démocratique. D’abord, parce que ce second tour a pulvérisé un nouveau record d’abstention. [...] L’électorat de gauche, même le plus mobilisé, s’est retrouvé orphelin d’un candidat dans de nombreuses circonscriptions, venant grossir les rangs des abstentionnistes du premier tour. Ensuite, même si la victoire de la République en marche est moins écrasante qu’annoncé, avec 355 députés (dont 44 du MoDem), Emmanuel Macron s’offre plus qu’une majorité, un présidentialisme absolu comme la France en a rarement connu sous la V^e République.»

D’une rapide enquête dans l’histoire de la France, il apparaît que les chambres introuvables finissent généralement mal

¹... Une domination politique et institutionnelle obtenue sans adhésion populaire recèle une fragilité, ce que met en évidence cette analyse du [Figaro](#) : «Dans les profondeurs du pays, l’attentisme domine. Si une France, largement urbaine, aisée, bourgeoise, à l’aise avec la mondialisation, adhère pleinement au projet réformateur macronien, une autre France, franchement de droite, ou de gauche, souvent périphérique, modeste, populaire [...], demeure en marge de la liesse des ‘élites’. Cette France-là, majoritaire, n’est pas radicalement hostile à Emmanuel Macron – sinon, elle se serait davantage encore déplacée pour voter contre les candidats d’En marche! – mais elle attend. Déçue par la Droite et par la Gauche dont elle déplore la double ‘trahison’, peu convaincue, au fond, par les excès du lepénisme ou du mélenchonisme, cette France ‘plébéienne’ s’est retirée sur son Aventin. Mais elle peut à tout moment basculer dans une opposition pure et dure qui, en l’absence d’échéances électorales, pourrait emprunter des modes d’expression difficilement contrôlables.»

Bref, comme le titre le quotidien allemand [Frankfurter Allgemeine Zeitung](#), «Au travail !»

Laure-Marie de Synthe

Retrouvez cet article sur notre [site](#)